

PETROLE EN INDONESIE 2003

1. EXXONMOBIL A ACEH

La province d'Acéh occupe le nord-ouest de l'île de Sumatra et couvre une superficie de 57.365,57 km², soit 12,26% de l'île. Elle comprend 119 îles, 73 grosses rivières et 2 lacs. L'Acéh est entouré par le détroit de Malacca au nord, par la province du Nord-Sumatra à l'est et par l'océan indien au sud et à l'ouest. La capitale de l'Acéh est Banda Acéh, antérieurement connue sous le nom de Kutaradja.

Le premier royaume islamique d'Acéh fut Perlak, établi en 804. Sous le règne du sultan Iskandar (1607-36), l'Acéh était un des Etats les plus puissants de la région. A cette époque, Acéh dominait le commerce et la politique. Après la mort du sultan Iskandar Thani en 1641, l'influence de l'Acéh déclina graduellement et les britanniques et les hollandais commencèrent à occuper la région. La guerre de l'Acéh contre les hollandais, qui dura de 1873 à 1942, fut la plus longue et la plus coûteuse (en argent et en vies humaines) guerre jamais vécue par les hollandais, qui y perdirent 10.000 vies.

Après la déclaration d'indépendance de l'Indonésie en 1945, l'Acéh devint part de ce pays et joua un rôle important dans sa construction. Mais seulement huit ans plus tard, l'Acéh dirigé par Teungku Daud Beureueh se battit contre le gouvernement « centralisé ». L'Acéh fut alors intégré à la province de Nord Sumatra. Comme résultat, le peuple Atchinais organisa d'énormes manifestations contre la politique centrale de Jakarta et réclama qu'Acéh devienne une province spéciale et autonome.

En 1976, Hasan Tiro déclara l'indépendance de l'Acéh. Selon ce mouvement, le peuple Atchinais ne pourrait pas affirmer son identité spécifique dans un pays à l'idéologie et au système de gouvernement erronés. Une fois de plus, le gouvernement du régime Suharto affronta et réprima ce mouvement par une intervention militaire.

De 1989 à 1998, la province d'Acéh fut entièrement dominée par des opérations militaires et de nombreuses violations des droits de l'homme se produisirent. Meurtres, disparitions, kidnappings, tortures et déplacements forcés sont des exemples de ces violations. Un certain nombre de fosses communes furent découvertes. Ces actions ne sont pas seulement considérées comme des violations des droits de l'homme mais comme des crimes contre l'humanité.

Certaines personnes pensent même que ces actes pourraient être classés dans la catégorie du génocide. A Acéh, la compagnie pétrolière ExxonMobil extrait du

pétrole et du gaz depuis déjà plusieurs années. En 2001, l'extraction de gaz dut être suspendue durant plusieurs mois à cause de l'opposition de la population aux opérations de la compagnie pétrolière.

Un accord de paix, signé par le gouvernement indonésien et par le *Free Aceh Movement* (GAM) (Mouvement Acéh Libre), fut reçu avec une certaine prudence. Des analystes de l'industrie espèrent que soit ainsi favorisé le climat d'investissement, à la fois dans la province d'Acéh et sur l'entièreté du territoire indonésien. Jusqu'ici, l'accord signé en décembre signifie, pour le peuple Atchinais, une heureuse interruption de la ronde journalière de crimes et d'actes de terreur, communs durant le conflit. Mais des problèmes pourraient se poser à l'avenir si les deux parties font une interprétation trop différente des vagues termes de l'accord, qui incluent la délicate question de la « mise hors service » ou de l'entreposage des armes du GAM et de la « réimplantation » (pas du retrait) des troupes indonésiennes.

Alors que la période de deux mois de surveillance touchait à sa fin, des actions provenant des deux parties et qui furent enregistrées par la Commission mixte de sécurité, eurent tendance à faire augmenter le nombre de violations des accords de « cessation des hostilités », mettant leur avenir en doute.

Pour les Atchinais vivant à proximité des opérations d'ExxonMobil au nord de l'Acéh, l'accord devrait normalement entraîner une réduction du nombre de troupes indonésiennes installées sur place pour garder le site. Cependant, les craintes d'attaques terroristes post-Bali pourraient persuader ExxonMobil et Jakarta de maintenir leur nombre actuel. Ces forces de sécurité sont accusées de soumettre la population locale à la torture, aux meurtres et aux disparitions, ce qui la poussa à tenter un procès contre ExxonMobil aux Etats-Unis (voir *Down to Earth Bulletin* 53/54 :9).

Grâce à cet accord, les villageois devraient pouvoir augmenter leur possibilité d'attirer l'attention publique sur leurs plaintes à long terme concernant l'appropriation de leurs terres et la pollution ; ils devraient au moins obtenir ainsi des chances égales à celles des communautés situées ailleurs dans le pays.

En novembre, le directeur de l'agence de protection environnementale de l'Acéh, *Bapedalda*, déclara que son bureau avait reçu des rapports de pollution provenant de résidents locaux, mais qu'il n'avait pas pu faire de recherches à cause de la situation d'insécurité. Les gens vivant dans les districts de Lhoksukon et de Pasai se plaignent de démangeaisons de la peau, d'arbres qui meurent et de déchets dangereux qui polluent leur environnement local.

Auparavant, ExxonMobil niait le fait que ces déchets puissent polluer l'environnement local et déclarait qu'ils étaient envoyés à Bangor par un oustraitant afin d'y être traités.

2. SULAWESI : NOUVEL OBJECTIF DE L'EXPLOITATION

Des concessions sont actuellement octroyées au Sulawesi central comme s'il s'agissait d'un des prochains grands centres d'Indonésie pour la production de gaz. Les entreprises étatiques de gaz et de pétrole d'Indonésie, Pertamina et Exspan Tomori Sulawesi - une filiale de Medco - déclarèrent que la province possède un grand potentiel pour l'exploitation de gaz.

Le gérant du département des Affaires générales du consortium de compagnies, Tri Siswindono, déclara que le Sulawesi central pourrait facilement être la plus importante région productrice de gaz d'Indonésie.

Avec 20-28 000 milliards de pieds cubiques, les gisements de Donggi et de Senoro contiennent deux fois plus de gaz que le gisement d'Arun, situé en Aceh, opéré para ExxonMobil et contenant environ 14.000 milliards de pieds cubiques. Il ajouta que l'ensemble des gisements du Sulawesi possèdent au moins trois fois plus de gaz que le projet Tangguh de Papouasie.

Les opérations conjointes prévoient de construire une centrale de gaz naturel liquéfié (GNL) afin de transformer le gaz ; selon le directeur de Pertamina, Baihaki Hakim, la production devrait débuter en 2007. Selon le fonctionnaire, les marchés sont déjà en place ; Marathon voudrait acheter 6 millions de tonnes de LNG par an et les Philippines et le Japon ont également déclaré leur intérêt d'acheter le LNG de Donggi.

Selon Pertamina, le projet engendrerait la construction d'une nouvelle ville à Donggi ainsi que la création de plusieurs milliers d'emplois. La région se situe près du parc naturel de Morowali, territoire du peuple autochtone Tau' taa/wWna.

Pertamina promotionne le projet comme une affaire d'orgueil national étant donné qu'il s'agirait du premier mégaprojet que la compagnie réaliserait de façon indépendante, au lieu de le faire avec des associés internationaux.

Le groupe environnementaliste WALHI, du Sulawesi central, a demandé au ministre de l'environnement Nabil Makarim de ne pas précipiter l'approbation des projets de gaz et de pétrole que veulent développer Exspan y Pertamina dans la région, car ils affecteraient l'environnement local, détruiraient les formes de vie et rendraient impossible la réalisation d'activités touristiques. Selon le même groupe, dans la région côtière de Tiaka, qui se trouve à 17 kilomètres de la baie de Tolo, des activités pétrolières ont déjà endommagé les récifs de corail.

Un rapport du Tempo Magazine d'Indonésie décrit comment l'exploration de gaz et de pétrole, conjointement à la destruction des forêts qui leur est liée, ont contribué

au déclin de la population des oiseaux connus comme Maleos, provenant de l'île du même nom et étant en danger d'extinction. En 2001, une fuite de gaz tua plusieurs Maleos et autres oiseaux de mer, et provoqua des nausées et des maux de tête au sein de la population de l'île.

L'île de Tiaka, qui fut convertie en hélicoptère et terminal de navires pétroliers, était le foyer de 400 familles d'autochtones Bajo, des pêcheurs ancestraux. Une manifestation des Bajos fut reçue par le commentaire suivant : « maintenez-vous hors de la région ». Selon Tempo, Exspan voudrait aussi convertir la forêt naturelle et la réserve de vie sauvage Bangkiriang en zones d'exploitation pétrolière.

Walhi s'oppose également au projet de construction d'une île artificielle de 100 hectares dans la baie de Tolo, requérant le dragage de 3 millions de tonnes de sable et de gravier pour créer un espace destiné à l'entreposage de l'équipement de forage. Walhi soutient que le projet menace les écosystèmes de récifs coralliens qui couvrent près de 44 hectares. Un diagnostic réalisé par des volontaires de Walhi conclut que près de 80% des coraux du récif de Tiaka sont en bonne condition et que des centaines d'espèces de poissons et de mollusques y habitent.

Le projet de conversion du récif de corail en île d'entreposage limitera aussi l'accès de la population locale aux ressources marines. Walhi soutient que l'analyse de l'impact environnemental (AMDAL) du développement des activités de gaz et pétrole fut réalisée sans la participation de la population locale qui souffrirait pourtant directement de l'impact de ces activités.

L'organisation avertit que le dragage des lits de rivières et de la terre qui s'y trouve, afin d'extraire du sable et des graviers, présente aussi un risque d'inondations et d'éboulements de terrain qui affecteraient les populations locales et leurs granges.

Walhi déclare ne pas s'opposer au développement, mais insiste sur le fait que ce sont les développeurs qui s'opposent aux lois environnementales et aux droits des communautés autochtones.

Le gouverneur de la province de Sulawesi central, Professeur Aminuddin Ponulele, déclara avoir émis la licence permettant à Exspan et Pertamina de créer l'île artificielle en se basant sur la recommandation de la commission de AMDAL, qui disait que la région consistait en bancs de sable et que le développement ne menaçait pas directement l'environnement marin voisin.

La commission déclare également avoir découvert que les coraux situés à l'endroit du forage étaient pratiquement morts. Exspan et Pertamina rapportèrent l'affectation de plus de 85% des coraux.

Les compagnies prévoient de commencer à extraire le pétrole en juin 2003, avec une capacité de production de 6500 barils par jour (b/j). L'entreprise états-unienne United Texas Petroleum découvrit du pétrole à Tiaka dans les années '80, mais

décida que les gisements n'étaient pas suffisamment bons à leur postérieure exploitation. Pertamina et Exspan se chargèrent alors des travaux.

Selon Tempo, le chef du district de Banggai donna son appui au développement pétrolier : « Rien ne s'opposera à nos plans de développer les ressources naturelles de Banggai », dit-il. « C'est une question de prestige ».

Source: BULLETIN DU RESEAU OILWATCH. - Numéro 38 .- Mai 2003

3. LES ILES NATUNA RECLAMENT UN JUSTE PARTAGE DE L'ARGENT DU PETROLE

Un législateur de la région déclara que le gouvernement du district de Natuna réclame au gouvernement central d'Indonésie que lui soit donné une juste part de l'argent gagné grâce au pétrole, au gaz et à leurs dérivés produits dans les îles Natuna. Le président de l'Assemblée législative du district, Daeng Rusnadi, déclara que le gouvernement central doit encore inclure les gains dérivés de la vente de gaz naturel dans le budget,.

Selon le courrier N°237/KMK.06/2003 du ministre des Finances, le district de Natuna n'a reçu que 95,3 milliards de rupiahs (11,5 millions de dollars) du gouvernement central. Selon Daeng, « Il n'est pas juste que le district de Natuna gagne aussi peu pour sa production de pétrole brut et de gaz naturel. Pour cette raison, nous allons entreprendre des actions légales (contre Jakarta) ». Il ajouta en outre que, selon la missive ministérielle, la province de Riau a reçu un total de 1200 milliards de rupiahs (121,5 millions de dollars) comme part des bénéfices perçus par le gouvernement central pour la vente de pétrole. Après avoir touché cette somme, la province de Riau dut la distribuer entre 16 districts, expliqua-t-il.

Les îles Natuna se trouvent sur des réserves contenant 2,5 tcf de gaz naturel et qui commencèrent à être exploitées il y a deux ans.

Source: BULLETIN DU RESEAU OILWATCH. - Numéro 40 .- Juillet 2003

4. INVESTISSEURS INTERESSES PAR LES GISEMENTS INDONESIENS DE GAZ ET DE PETROLE

Au moins 36 investisseurs potentiels sont intéressés par les 11 concessions de gaz et de pétrole qui sont sur la table de licitations depuis le mois de février. Néanmoins, le gouvernement d'Indonésie espère encore recevoir des offres additionnelles car la licitation restera ouverte jusqu'à fin juillet. Selon Lin Arifin Takhyan, représentant du directeur général du gaz et du pétrole au sein du ministère des ressources énergétiques et minérales, « jusqu'à présent, 36 investisseurs ont déjà démontré un intérêt pour les 11 nouvelles concessions. Nous espérons que d'autres s'ajouteront d'ici la fin du mois de juillet ». Il ajouta que l'annonce des gagnants se fera au mois d'août.

Afin d'attirer des adjudicateurs, le gouvernement augmentera le cota de production de ces nouvelles concessions de 15% à 20-25% pour le pétrole brut et de 30% à 35-45% pour le gaz.

Le gouvernement offrira aussi, par exemple, un cota de production de 20% aux adjudicataires des zones marines situées au nord et au sud de Madura , et de 25% aux régions de Sumatra et de Kalimantan. Malgré ces conditions, il n'est pas certain que le gouvernement arrive à conclure un accord avec les investisseurs au moment d'octroyer les 11 concessions. L'intérêt démontré par les investisseurs potentiels est cependant un signal positif pour l'industrie pétrolière et de gaz d'Indonésie, faisant suite à une période de découragement qui dura toute l'année passée.

Il semblerait que le Oil and Gas Implementing Body (BP Migas) n'ait signé que deux contrats l'année passée – un contrat et une prolongation - , contrairement aux 28 contrats signés en 1997 et aux 8 autres signés en 2001. Les investisseurs auraient voulu des termes de contrats « plus intéressants », présentant plus d'attrait. D'une façon générale, les investissements en Indonésie ont perdu leur attrait, et pas seulement dans les secteurs du gaz et du pétrole. CECI est dû à plusieurs problèmes dont les coûts élevés en temps et en « taxes » au moment de négocier avec la bureaucratie et d'affronter les démarches, l'insécurité politique et légale, les lois du travail peu attrayantes et le lent développement de l'infrastructure de faible technologie comme l'électricité.

Le pourcentage élevé des cotas que le gouvernement offre actuellement aux investisseurs prouve que le pays cherche désespérément à attirer, le plus vite possible, de nouveaux investissements car ses réserves de gaz et de pétrole, qui sont ses principales sources de revenus depuis 1970, sont clairement en train de diminuer.

Des experts ont informé que le pays se transformera en importateur net au plus tard l'année prochaine. Après avoir assuré les contrats pour les 11 concessions, il est prévu que le gouvernement lance, en octobre, des licitations pour 9 blocs supplémentaires de gaz et de pétrole.

Source: BULLETIN DU RESEAU OILWATCH. - Numéro 40 .- Juillet 2003

5. FUITE DE GAZ NATUREL CONTENU DANS LE TERMINAL DE KALIMANTAN DE L'EST.

Balikpapan, 6 mai 2003 - Unocal Indonesia Company a annoncé aujourd'hui qu'ils sont arrivés à normaliser les opérations après une fuite temporelle de gaz qui a eu lieu au terminal de Lawe-lawe, près de Balikpapan, au Kalimantan de l'Est, à 8 heures du soir le 5 mai. L'incident a été rapidement contrôlé. La compagnie a formé une équipe de recherche pour déterminer la cause de la fuite et pour prendre des mesures afin de remédier et de faire face aux impacts de l'incident.

L'événement a été reporté à l'Agence pour les Activités Upstream de Gaz et de Pétrole (BPMIGAS), à l'Agence Régionale pour la Gestion Environnementale (Bapedalda) et aux fonctionnaires de sécurité locale impliqués dans le démêlé de la situation.

Immédiatement après la fuite de gaz, plusieurs personnes du village de Girimukti, dans la région de Penajam Paser Utara, située près du terminal de gaz et de pétrole de Lawe-lawe de la zone d'opérations de l'Unocal Indonesia Company, se sont plaintes de problèmes de santé, incluant des vertiges, des nausées et un manque de souffle causé par l'inhalation de vapeurs de gaz.

L'équipe médicale d'Unocal a prodigué des soins médicaux immédiats pour les résidents locaux qui ont eu ces problèmes de santé. Un total de 28 personnes ont été traitées et toutes sauf une ont pu rentrer chez elles. Une personne est restée en observation à l'hôpital de Balikpapan comme mesure de précaution. Les conditions locales sont redevenues normales vers 11 heures du soir le 5 mai, sans traces évidentes de gaz ni de dommages environnementaux.

Unocal Indonesia Company a présenté ses excuses au public et tout particulièrement à la communauté locale de Girimukti pour ce pénible accident et travaille de pair avec les dirigeants de la communauté pour atténuer les impacts de cet incident inattendu.

Source: BULLETIN DU RESEAU OILWATCH. - Numéro 41 .- Septembre 2003

6. DE NOUVEAUX DOUTES SURGISSENT QUANT AU PROJET TANGGUH DE BP, EN PAPOUASIE OCCIDENTALE.

La compagnie BP a annoncé les résultats de deux études qui examinent les impacts potentiels du projet de gazoduc Tangguh sur les droits des habitants locaux et sur l'environnement de la baie Bintuni, en Papouasie Occidentale.

Les sujets mis en évidence par le rapport et la façon dont l'information a été manipulée par BP, laissent planer encore plus de doutes quant à l'annonce de que le projet de Tangguh sera un modèle de responsabilité sociale corporative.

La construction de l'énorme projet d'extraction et de traitement de gaz naturel (GNL), qui commencera cette année, est très contesté. Le projet est source d'inquiétudes car il sera construit au centre d'un territoire disputé, où les violations des droits de l'homme, de la part des militaires et de la police, sont restés dans la plus totale impunité. Le projet provoque déjà de grands changements dans les communautés locales et en particulier quant à leur mode de vie, qui est fortement dépendant des ressources naturelles de la baie. Le développement du projet se fera dans des zones fragiles, des environnements forestiers et très près des dernières mangroves du sud-ouest asiatique.

a) EVALUATION DES IMPACTS SUR LES DROITS HUMAINS

La première étude, une évaluation des impacts sur les droits humains (EIDH), fut réalisée par l'ancien fonctionnaire du Département d'Etat des Etats-Unis, Bennett Freeman et par le célèbre avocat Gare Smith et fut présentée à BP en avril 2002. Il s'agit de la première étude commandée par BP abordant uniquement le thème des droits de l'homme.

Le rapport n'a jamais été publié dans sa totalité, malgré le grand intérêt du public d'en connaître les résultats. BP présenta seulement un résumé de 7 pages de recommandations et prit près de dix mois pour le faire. Le résumé et les 21 pages de réponse de BP ne furent disponibles qu'en février dernier, et ce malgré les demandes répétées des ONGs.

Le résumé de la EIDH et ses recommandations abordent une grande partie des préoccupations des habitants de Papouasie et des ONGs internationales.

Certaines recommandations prises en compte par le rapport de BP sont :

- Payer un prix juste pour les terres, estimé en fonction de la valeur de terres similaires, occupées par d'autres cultures de subsistance et situées dans d'autres zones de Papouasie;
- Aider les gouvernements locaux et provinciaux à développer des cartes permettant de démarquer les limites des territoires ancestraux ;

- Payer une compensation pour les arbres coupés et pour la perte de produits de pêche ;
- Encourager le gouvernement central à garantir des revenus, en tant que part de l'Autonomie Spéciale de ce territoire ;
- Établir des lois sur la vente et l'utilisation des terres communales et sur l'invasion de terres autochtones par des colons ;
- Établir des cours de formation permettant de faire face aux problèmes raciaux ;
- Donner la préférence et assurer l'octroi de postes dirigeants à la population de Papouasie.

Au sujet des droits de l'homme et de la sécurité, les auteurs firent les recommandations suivantes à la compagnie :

- Demander le plus vite possible au gouvernement d'Indonésie de limiter le déploiement des forces armées indonésiennes (TNI) et des forces spéciales de police Brimob et, si nécessaire, de chercher un appui allant dans ce sens auprès des gouvernements des États-Unis et de Grande-Bretagne.
- Établir une politique écrite pour la fourniture des équipements aux forces de sécurité de l'État ; utiliser le Comité International de la Croix Rouge pour les entraînements de sécurité ; prendre en compte les anciens cas de violation des droits de l'homme par du personnel militaire déployé dans la région, choisir quelques cas particuliers, entreprendre un processus d'investigation, rendre des comptes dans la zone du projet et ne pas empêcher l'accès des ONGs à l'investigation de ces abus ; fournir une « ligne d'urgences » aux communautés.

Les longues réponses de BP aux recommandations sont diverses, mais consistent toutes à confirmer qu'il existe une préoccupation ou que des mesures adéquates sont prises.

b) NOUVELLES PREOCCUPATIONS

De nombreux problèmes ayant surgi récemment, il sera plus difficile pour BP de respecter les compromis offerts à Tangguh.

Ces problèmes incluent :

- l'attentat de Bali et ses conséquences, dont la récente législation anti-terroriste. Ceci peut inciter à la criminalisation et à qualification de terroristes des populations locales qui protestent contre le projet dans les zones locales (voir le bulletin DTE 56 :14)
- Les procès des sept soldats Kopassus accusés d'avoir participé à l'assassinat du leader indépendantiste, Thies Eluay, et dont les sentences maximales de 3 ans et demi furent refusées par la cour militaire. Le rapport TIAP se réfère au résultat des procès comme « Une première preuve » de

la viabilité de l'autonomie spéciale (p.10) et des nouvelles relations entre la Papouasie et l'Indonésie.

- Le développement du pouvoir militaire. Un nouveau projet de loi militaire, si elle est approuvée, augmentera leur pouvoir d'intervenir dans les affaires de sécurité locale. Les critiques disent que cette loi va préparer le chemin pour la prise du pays par les forces militaires. Une augmentation de l'opposition donnera au commandant du TNI le pouvoir de mobiliser des troupes en situation d'urgence, sans requérir une décision présidentielle. La division de la Papouasie en trois provinces est un obstacle à l'Autonomie spéciale et risque d'augmenter les tensions et les conflits en Papouasie occidentale.
- Bintuni, où se trouve Tangguh, a été récemment déclaré un nouveau *Kabupaten* (district) grâce à des changements administratifs approuvés cette année. L'établissement d'un nouvel appareil de gouvernement du district provoque et augmente le niveau de la présence militaire et policière.

Source: BULLETTIN DU RESEAU OILWATCH. - Numéro 39 .- Juin 2003

7. DERNIERES NOUVELLES DE TANGGUH, IRIAN JAYA

TRANFERT : La construction d'un nouveau village pour les familles vivant dans le voisinage du projet commencera le 5 février. Les maisons qui seront construites utiliseront chacune 30 m³ de bois. BP a déclaré que le bois proviendra de producteurs légaux de bois (mais il y a un désaccord avec le gouvernement d'Indonésie en ce qui concerne la « légalité », voir DTE 56 :6 et DTE 53/54 :10).

L'AMDAL (Evaluation de l'impact environnemental) : le rapport final approuvé par le gouvernement central en octobre 2002 est actuellement diffusé parmi les communautés locales et les ONGs. BP demande aux communautés de participer à sa mise en œuvre ainsi qu'à la surveillance de l'avancée du projet. WALHI et d'autres organisations déclarèrent que l'AMDAL n'est pas valable parce qu'aucune autorité légale ne l'a approuvé depuis que l'agence Bapedal a surgit dans les bureaux du ministère de l'Environnement.

Néanmoins, BP argumente que le ministère, qui a approuvé l'AMDAL, possède l'autorité légale pour le faire.

DROIT A LA TERRE : La terre, où sera exécuté le projet, était classée « de production forestière » par le gouvernement. Les communautés locales réclament cette terre. Selon BP, le processus fut le suivant : la terre fut cédée par les communautés locales au gouvernement (ceci avant que BP ne participe au projet, lorsque ARCO, des Etats-Unis, en avait la charge), qui en remis ensuite les droits à BP pour une durée de 30 à 50 ans. En fin du projet, la terre sera rendue au gouvernement. BP déclara aux ONGs de Papouasie-Nouvelle-Guinée que le gouvernement indonésien a promis de rendre les terres aux propriétaires

originaux. Néanmoins, il existe des doutes quant à l'écriture et à la légalité du projet.

CONSTRUCTION DE L'INFRASTRUCTURE : En avril, BP annonça que le consortium constitué de Kellogg, Brown & Root (Etats-Unis), de la corporation JGC (Japon) et de PT Pertamina Engineering (joint-venture Indonésien Japonais) avait remporté la licitation pour l'ingénierie du projet, pour l'approvisionnement et pour la construction du complexe de gaz liquéfié de Tangguh, d'une valeur proche de 1400 millions. Les travaux d'adéquation d'une vieille piste d'atterrissage ont débuté en novembre 2002. Elle sera utilisée jusqu'à ce qu'une autre piste soit construite à l'endroit du projet.

EAUX ET DECHETS : Une usine de désalinisation sera construite afin de fournir de l'eau potable au campement qui sera érigé à l'endroit du projet. Cette eau ne pourra cependant pas être utilisée par les communautés locales. Des déchets dangereux seront entreposés pour être ensuite transportés vers une installation adéquate (actuellement, il n'en existe qu'une seule située à Bongor, à Java occidentale). D'autres déchets seront recyclés, incinérés et compostés, ou déposés dans une décharge qui sera construite à l'endroit du projet.

FUITES DE GAZ : BP déclare faire beaucoup d'efforts pour assurer qu'aucune fuite ne se produise le long des 35 Km de conduits sous-marins. Mais jusqu'à quel point le gazoduc est-il digne de confiance si des fuites se sont récemment produites en cours d'opération à Java ? (voir DTE 56 :11)

Au niveau global, l'historique de BP fait l'objet d'un véritable scrutin. Des modèles hypothétiques, repris dans l'AMDAL, signalent que les impacts environnementaux « ne seront pas sévères », mais que les impacts économiques et politiques pourraient être « significatifs ».

IMPACTS SUR LES FORETS : BP devra se charger de la reforestation d'une superficie double à la surface utilisée, étant donné que le projet de gaz liquéfié sera érigé dans une zone de « production forestière ». Selon BP, des pourparlers sont en cours entre le département forestier et la compagnie.

INVESTISSEURS ET FINANCEMENT : En février, BP a vendu 12,5% de ses actions à Tangguhala China CNOOC pour une valeur de 275 millions, gardant ainsi 37,2% du projet. Le rapport de BP stipule en annexe que 2250 millions seront nécessaires au financement de l'extraction de gaz.

VENTE DE GAZ LIQUEFIE – GNL : En mars dernier, Pertamina déclara avoir initié des pourparlers avec Tohoku Electric Power Co. Inc. du Japon, et qu'il serait possible que la compagnie achète 2 millions de tonnes de GNL. Par ailleurs, Tangguh participera à une licitation visant à fournir 1,6 million de tonnes de GNL à Taiwan.

Tangguh détient déjà un contrat pour fournir 2,6 millions de tonnes par an à la province de Fujian, en Chine, pour un terminal qui devrait être construit en 2007.

En 2001, Pertamina signa un mémorandum de bonne entente avec GNPowér afin de fournir 1,3million de tonnes de GNL aux Philippines.

BENEFICES POUR LA PAPOUASIE : Il est estimé que les bénéfices s'élèveront à 100 millions par an jusqu'en 2016, et pourraient atteindre un maximum de 225 millions en fonction des processeurs de GNL qui seront construits.

Source: BULLETIN DU RESEAU OILWATCH. - Numéro 39 .- Juin 2003

8. BP EN INDONESIE : QU'IL Y A-T-IL DERRIERE LA PUBLICITE DU PROJET TANGGUH DE BP ?

En Papouasie occidentale, la baie de Bintuni, est un des gisements de gaz naturel n'étant pas encore exploité. BP espère que son projet de gaz naturel de Tangguh (GNL), de la baie de Bituni, renforce sa présence sur le marché de l'énergie en Asie et dans le Pacifique, en plus de lui permettre d'être le seul investisseur étranger de toute l'Indonésie.

L'Indonésie, comme d'autres pays en plein développement, regorge de ressources attirant les grandes entreprises minières, pétrolières et de gaz. Ces puissantes multinationales ont été fortement critiquées pour ignorer les nécessités des communautés locales et pour causer, où qu'elles agissent, un implacable désordre qui débouche sur de nombreux impacts sociaux et environnementaux.

BP Indonesia est l'opérateur de Tangguh et possède 37,16% des actions. Il possède aussi des parts d'un consortium de compagnies parmi lesquelles figurent la compagnie pétrolière étatique d'Indonésie, Pertamina. D'autres investisseurs importants sont CNOOC Ltda. de Chine, avec 12,5% des parts et BP Group Plc. d'Angleterre, avec 10,73%. Une entité composée de la corporation japonaise Mitsubishi et de la corporation INPEX possède 16,3% des actions.

Selon les directeurs de BP, la compagnie certifia, en septembre 2003, qu'elle poursuivrait le développement du gigantesque gisement de gaz de Tangguh, en Indonésie, avec un investissement de 3 milliards de dollars et qu'elle espère ajouter très prochainement un acheteur japonais à sa liste de clients. BP Tangguh s'est concentré sur le marché japonais après avoir signé des traités avec des acheteurs de Chine et de Corée du Sud pour près de 4 tonnes de gaz naturel liquide par an, un volume qui rendrait ce projet commercialement viable. En 2002, CNOOC et BP ont signé un contrat d'une durée de 25 ans pour fournir, à partir de 2007, 2,6 millions de tonnes par an de gaz liquide provenant de Tangguh. BP a aussi signé des accords préliminaires d'approvisionnement avec des acheteurs de Corée du Sud pour une valeur de 1,15 millions de tonnes par an. En dehors de la

Corée du Sud et du Japon, Taiwan, les Philippines, la Thaïlande et l'Inde sont des acheteurs potentiels du gaz liquide de Tangguh. BP a informé qu'il existe à Tangguh 14,4 trillions de pieds cubiques (tpc) de gaz prouvés et certifiés, tandis que les réserves probables atteignent entre 24 et 25 tpc. Une grande partie du financement de ce projet devrait provenir de la Banque japonaise pour la coopération internationale.

Les gisements de gaz de Tangguh furent découverts sous le régime brutal de Suharto, lorsque les investisseurs étrangers recevaient un traitement préférentiel et que les décisions sur l'utilisation des ressources étaient prises par les militaires. De même qu'à beaucoup d'autres investisseurs, il fut promis à ARCO, la compagnie qui opérait à Tangguh avant sa fusion avec BP en 1999, qu'elle pourrait accéder aux terres qui appartenaient traditionnellement aux communautés autochtones sans qu'elle n'ait besoin d'obtenir leur approbation préalable.

a) MILITARISATION

BP a dit qu'elle voudrait que la zone située autour de Tangguh soit démilitarisée et elle se vante des deux années qu'elle a passé à consulter les habitants des communautés voisines. Néanmoins, la compagnie doit quand même faire face à des procès intentés par les communautés locales ainsi qu'à un mécontentement croissant. Les critiques contre les projets de BP ont porté atteinte aux essais de la compagnie de s'auto promouvoir comme une des meilleures entreprises minières.

BP informa qu'une des principales préoccupations relatives à Tangguh est le flux de personnes qui entreront et sortiront de Papouasie au moment de la construction et qui pourraient générer des convoitises et des conflits sociaux. Il existe de fortes possibilités que les immigrants en Papouasie dominent le commerce, comme cela s'est déjà vu ailleurs dans la province.

La construction de la centrale a été proposée à cause des difficultés de trouver des acheteurs pour le gaz. Pour le moment, il est prévu que la construction débute vers la moitié de 2004. Plus d'une centaine d'habitants de la région travaillent dans les domaines de la sécurité, du transport et du nettoyage du campement de base. Il existe un risque que BP crée de faux espoirs. Par exemple, le désir des habitants de posséder un projet à grande échelle, offrant des douzaines d'emplois et présentant des facteurs générateurs d'argent, est très questionnable et entrerait en conflit avec la nécessité de limiter l'impact environnemental sur ce fragile écosystème de mangrove.

A Freeport, situé à seulement une heure d'avion par-delà les montagnes de Papouasie, se trouve la mine de cuivre et d'or la plus grande du monde, McMoRan Copper and Gold Inc. La mine a été durement critiquée pour son historique environnemental, pour ne pas avoir employé suffisamment d'habitants de la région et pour avoir utilisé des soldats nord-américains qui ont terrorisé et tué des centaines de personnes. En Indonésie, il existe une forte appréhension de la part

des communautés vis-à-vis des activités minières et de celles liées au gaz et au pétrole; elles craignent que leur foyer se transforme en un autre « Freeport ». Les gens qui vivent près de Tangguh ont peur que les militaires indonésiens (TNI) et que la brigade policière mobile (BRIMOB) ne commettent encore plus de violations des droits de l'homme. La BRIMOB est déjà présente dans le voisinage du site d'exploration donné en concession et opéré par le Groupe Jayanti Timber.

BP essaie d'implanter un système de sécurité utilisant la population locale et prévoit de l'entraîner dans ce sens. Néanmoins, la possibilité de BP de mener à bien son projet est limitée. En effet, les militaires corrompus voient l'investissement de l'entreprise comme une opportunité d'obtenir de l'argent en donnant l'apparence de protéger des opérations qui sont particulièrement importantes pour l'économie du pays. Il est connu que les militaires incitent et créent des conflits, les attribuant au mouvement indépendantiste OPL (Organisation pour une Papouasie libre), afin de profiter de cette instabilité créée et de recevoir de l'argent pour la protection qu'ils offrent aux compagnies ayant des intérêts dans les zones affectées.

BP a clairement établi qu'elle ne veut signer aucun contrat de sécurité avec l'armée ; celle-ci, par contre, voudrait un contrat avec BP. Si le projet présente un intérêt économique national – ce qui est clairement le cas – les lois indonésiennes stipulent qu'il doit être protégé par les militaires qui utiliseront certainement ce prétexte pour imposer leur présence à Tangguh.

La fermeture temporelle des opérations d'extraction de gaz d'Exxon Mobil à Aceh (province qui cherche aussi son indépendance de l'Indonésie) pour des raisons de sécurité, rend encore plus difficile pour BP de convaincre ses collègues que l'Indonésie est suffisamment sûre pour pouvoir y investir.

Pour les fonctionnaires de la ligne dure du gouvernement d'Indonésie, la sécurité pourrait être utilisée comme future excuse de rupture politique en Papouasie occidentale. Le retrait d'ExxonMobil a provoqué un accroissement des actions militaires à Aceh et avec elles, de nouveaux abus contre les droits de l'homme et les droits civils des habitants de cette province. La même chose pourrait se produire à Tangguh. Il sera nécessaire de garantir la sécurité pour éviter les obstacles et s'assurer l'offre d'acheteurs potentiels.

La sécurité en Papouasie occidentale fut à nouveau mise sur le tapis après l'assassinat, par des inconnus, du leader du mouvement indépendantiste, Thyés Eluay, le 10 novembre 2001. Le meurtre de Thyés Eluay fit éclater les protestations de centaines de ses alliés qui accusèrent les militaires de sa mort. Plusieurs observateurs craignent que de nouvelles démonstrations de violence n'éclatent dans la région à l'avenir.

Quelques leaders de communautés du district de Wasior, où 10 personnes moururent en 2001 lors d'affrontements avec la police, accusent les militaires d'essayer de créer des problèmes dans le voisinage. L'opération « fouiner et

détruire » débuta suite aux massacres. Elle entraîna des détentions, des battues et des tortures perpétrées contre la population locale, dont des enfants et des femmes, à mesure que la police recourrait à l'utilisation de la force pour obtenir des informations. En juin 2001, une femme fut assassinée par un coup de feu. Près de 5000 personnes ont fui leur foyer à la recherche de lieux sûrs. Entre 300 et 600 policiers, membres de la BRIMOB et de troupes ont été envoyés dans la région où leur nombre atteint déjà les 2000 effectifs. Les personnes qui restèrent à Wondoboi, où eurent lieu les massacres du mois de juin, furent interdites de cultiver leur parcelle, de récolter du sagou, de pêcher et de chasser. Evidemment, BP poursuit ses plans d'opérer dans cette région malgré la situation de tension, de conflits et de violations des droits de l'homme.

Les militaires indonésiens profitent actuellement d'un pouvoir renouvelé par le mandat du président Magawati Sukarnoputri, après avoir souffert une période de décadence postérieure à la déroute de Suharto en 1998. Cela fait un moment que l'armée espère trouver une source de revenus lui permettant de couvrir ses frais. Il y a un an, une embuscade proche de la mine de Freeport provoqua la mort de deux professeurs d'école des Etats-Unis et d'un indonésien, ce qui fit de cette zone et des militaires qui la protègent, le point de mire international.

Les militaires nient y avoir participé et rejettent la culpabilité sur les rebelles séparatistes. Néanmoins, quelques groupes défendant les droits de l'homme en Papouasie affirment que les militaires ont pu préparer l'embuscade afin d'obtenir une élévation des revenus destinés à la sécurité. Des documents relatifs à Freeport montrent que les frais visant à assurer « la sécurité fournie par l'Etat » furent de 10 millions de dollars en 2001 et 2002.

b) MANGROVES

La baie de Bintuni abrite près de 300.000 hectares de mangrove. La transformation de la baie provoquerait de grandes et permanentes modifications de la principale réserve de mangroves d'Asie du Sud et seconde au monde, foyer de 7 tribus et de nombreuses communautés locales et abritant une biodiversité maritime exceptionnelle, caractéristique de la mer d'Arafura (faisant partie des eaux australo-indonésiennes).

La baie de Bintuni est une importante base de l'industrie exportatrice de crevettes et plus de 3000 familles vivent sur les terres côtières. L'écosystème de mangroves est déjà menacé par l'industrie exportatrice de bois. L'intérêt de protéger cette zone a mené à proposer que soit déclarée la Réserve naturelle de la baie de Bintuni, qui protégerait approximativement 267.000 hectares de mangroves, dont 60.000 se trouvent dans la baie. Les mangroves d'Indonésie disparaissent à un rythme alarmant. Les mangroves jouxtaient jadis les zones côtières de Java et du Sulawesi, mais sont devenues très rares aujourd'hui. La baie de Bintuni est condamnée à perdre son écosystème de mangrove lorsqu'il lui sera substitué un site de construction et d'opération du projet Tangguh GNL et lorsque les installations pour l'extraction et la transformation du gaz seront terminées.

Une étude de BP prévoit les impacts environnementaux suivants : pollutions auditive et lumineuse ; émissions de gaz dont du dioxyde de soufre, du dioxyde de carbone et du sulfure d'hydrogène ; production de déchets liquides et solides provenant du forage des gisements de gaz, de la transformation du GNL, des véhicules et des embarcations – les déchets solides incluent du carbone actif contaminé par du mercure – et des déchets sanitaires. Les activités portuaires peuvent interférer avec la pêche locale, la récolte de crevettes et le transport entre villages. L'aéroport pourrait attirer des « installations non autorisées » et présenter donc ainsi un poids additionnel pour l'écosystème local. Le bouchain des navires transportant le GNL pourrait introduire des espèces exotiques qui affecteraient l'écosystème (le rapport complet est disponible sur le site http://www.bp.com/location_rep/indonesia/index.asp).

Les groupes de défense des droits de l'homme et les écologistes d'Indonésie et de l'étranger sont devenus très critiques quant au projet Tangguh. En plus de la destruction d'une grande superficie appartenant à d'importantes zones protégées, leurs objections et protestations se basent aussi sur les résultats peu prometteurs des activités d'exploitation et de nettoyage qui ne correspondent pas à ce que la compagnie avait promis et écrit dans les bulletins périodiques.

Par exemple, les terrains de la raffinerie de Tanah Merah furent achetés pour une fraction de dollar le mètre carré. La compagnie a été très agressive dans « ses relations avec les communautés voisines » et selon les membres des communautés locales, les consultations publiques ne furent qu'un moyen visant l'obtention de leur approbation. Le rapport publié en 2002 par BP sur l'impact environnemental du projet Tangguh, fut controversé par la communauté qui fit remarquer que certains problèmes n'étaient pas encore résolus, comme la destruction des forêts de sagou par le projet, la relocalisation de la centrale de GNL de Weriagar à Tanah Merah, la mort probable de 48 enfants à cause des activités d'exploration sismique et la compensation pour les impacts causés à leurs terres.

Dans la région de Berau-Bintuni, les revenus de 9 groupes autochtones dépendent des ressources naturelles locales comme la crevette, le poisson et le sagou. La situation politique et légale de la Papouasie occidentale ne leur permet pas de s'opposer aux projets devant se réaliser sur leurs terres. Les arbres de sagou, qui fournissent l'alimentation aux communautés locales, furent détruits durant les mesures sismiques, en 1996 et 1997. La destruction de la source primaire d'aliments est une claire violation du droit humain à s'autoalimenter.

BP a manipulé le droit de la population à être informée sur les impacts de la production de GNL. *The Ecologist* fit connaître que toute l'information disponible pour les habitants locaux fut fournie soit par BP, soit par des ONGs qui étaient payées par la compagnie, soit par des fonctionnaires du gouvernement indonésien, « toute autre personne essayant de discuter de ce sujet avec les habitants pouvant être arrêtée ». Le fait que le site soit aussi isolé, de même que

dans le cas de Freeport, facilite le contrôle de l'information par les autorités. C'est probablement pour cette raison que la mort tragique de 48 enfants dans le village de Weriagar, en 1996, ne fut pas rendue publique à cette époque. Selon *The Ecologist*, les bébés moururent peu de temps après qu'ARCO (BP acheta ARCO en 1999) ait commencé à forer pour chercher du gaz près d'une rivière qui était la seule source d'eau des habitants. Ils essayèrent de communiquer les décès au gouvernement régional, « mais lorsque les troupes arrivèrent pour protéger le site, il apparut clairement qu'il valait mieux pour eux qu'ils n'en fassent pas un scandale ». Les habitants affirmèrent que les essais de forage réalisés par ARCO empoisonnèrent la rivière et causèrent la mort de 48 bébés dans le village voisin de Weriagar. BP affirma que la cause des décès était une épidémie de rougeole et qu'elle n'avait rien à voir avec les forages. Peu de temps après, BP créa un fond pour qu'un organisme neutre de la capitale du district étudie les demandes et arbitre le conflit. En 2002, lors d'une audience de conciliation à laquelle assistèrent des membres d'ONGs, des représentants de la communauté locale, des fonctionnaires du gouvernement et BP, il fut décidé de mener une étude indépendante. Selon un rapport récent, ce procès semble se trouver dans une voie sans issue parce que les habitants s'opposent à ce que soient exhumés les corps et parce que l'ONG chargée du cas manque de fonds.

Le 15 avril 2002, l'évaluation de l'impact environnemental (EIA) fut présentée et évaluée lors d'une audience publique. Elle fut qualifiée d'incomplète, en particulier à cause du manque d'informations adéquates reçues par la communauté sur les impacts du projet de Tangguh et des nombreuses difficultés qu'elle éprouva afin d'accéder à l'EIA et aux autres documents annexes, comme les termes de référence, le plan de monitoring environnemental, le plan de gestion environnementale, entre autres. En se basant sur ces aspects, il était clair pour l'audience que ce rapport n'obtiendrait pas l'approbation du Ministère de l'Environnement. Seul le village d'Aranday Regency possédait un document lié à l'EIA ; aucun autre village ne reçut d'information à ce sujet. Or, selon les nouvelles réglementations indonésiennes sur les EIA, les communautés ont le droit de recevoir des informations sur les projets devant être développés sur leurs terres avant l'élaboration de l'EIA. L'ONG « Alliance de conseil Manokwari pour Tangguh » a noté certaines irrégularités dans les déclarations faites par BP au sujet de la participation des communautés. BP déclara que 52 communautés des 3 districts avaient participé à l'évaluation des termes de référence de l'EIA. Néanmoins, l'Alliance déclara que seuls 9 villages participèrent à l'audience publique et à l'évaluation de l'EIA.

Pour les personnes qui vivent dans la baie de Bintuni, un autre problème résultera de l'inévitable transformation spatiale et sociale des eaux et des terres du nord de la Papouasie et en particulier, l'apparition de « blocs de pauvreté » dans le voisinage de la compagnie pétrolière. Si le projet Tangguh se déroule tel que le désirent la compagnie et le gouvernement, les appropriations de terres à grande échelle, la répression de toute manifestation contre le projet ainsi que la coupe non sélective des derniers peuplements de mangroves pourraient facilement

représenter trois types de problèmes ayant des conséquences très sérieuses pour les habitants de la région.

Les femmes seront affectées de plusieurs façons par la transformation de l'environnement. Dans ces communautés, elles se dédient à la cueillette et à la pêche aux crabes et dépendent, en fins de comptes, de la mangrove. La récolte de crabes ne représente pas seulement une source de revenus pour la famille, mais fournit aussi les protéines de son régime alimentaire. Les bouleversements du paysage marin et de son voisinage, en particulier l'augmentation de la température de l'eau dans la baie et le ralentissement du cycle de drainage dû à l'installation de filets dans les conduits, auront de graves impacts sur la reproduction de certaines espèces de la région. Après s'être rendue compte des changements que souffrira la baie, une leader locale commenta que « à partir d'aujourd'hui, je donnerai plus de confort à mes petits-enfants étant donné que dans le futur, ils vivront sur une terre stérile et que je ne serai pas là pour alléger leurs peines ».

c) REPRESSION, TENSION ET CONFLIT

L'existence du projet Tangguh de BP a dû faire face à une forte opposition dans la région. Au mois de juin 2002, peu de temps après que BP ait annoncé ses plans pour Tangguh, le massacre de Wasior fut un message de répression pour les communautés locales. L'ambassadeur britannique en Indonésie, Richard Gozney, visita Tangguh et déclara, étonnement, son appui à une intervention militaire. L'approbation de Gosney révéla que, pour le gouvernement britannique, le succès de Tangguh dépend de l'intervention des militaires. Un grand nombre de militaires et de policiers a visité la zone depuis l'installation du projet.

Le 13 mai 2002, la communauté de Saengga, dans la région de Babo du district de Manokwari, réalisa une manifestation dans le campement de base de BP Indonesia. Elle chercha à montrer son mécontentement face au manque de consistance du gouvernement local par rapport à plusieurs accords signés durant un séminaire réalisé à Saengga du 24 au 27 avril 2002. Ces accords traitaient du prix des terres ainsi que du statut et de l'usage de Saengga qui devaient être étudiés ensuite à Manokwari, mais aucune action ne fut entreprise et ce, malgré la manifestation.

L'opposition entre la société civile et les militaires n'est pas le seul type de stress présent actuellement. En effet, il existe aussi des tensions entre les communautés locales et les étrangers qui viennent travailler à Tangguh. La force de travail immigrante rivalise avec les habitants de la région pour l'occupation des postes de travail offerts par le projet. Par exemple, il existe une forme de ressentiment dans la communauté où PETROSEA, une entreprise demandeuse de main d'œuvre spécialisée en activités minières, construction et autres travaux, a laissé pour compte les habitants à cause de leur manque de préparation.

d) LES EFFETS DE FUMEE ET DE MIROIRS DE LA PROPAGANDE DE BP - QUANT A L'ENVIRONNEMENT

En 2002, le bouclier du logotype de BP fut transformé en rayon de soleil et la compagnie lança son nouveau slogan « Après le pétrole ». BP s'est auto promu le principal producteur d'énergie solaire au monde. Il y parvint en investissant, tout simplement, 45 millions de dollars pour l'achat de Solares, une compagnie d'énergie solaire. La dépense est très faible par rapport aux 2605 milliards de dollars payés pour acheter ARCO et aux 110 milliards investis pour l'achat d'AMOCO et visant l'augmentation de sa capacité de production de pétrole. BP dépensa 100 millions pour payer les honoraires des seuls conseils juridiques liés à l'achat d'ARCO, une quantité qui est plus de deux fois supérieure à ses investissements en énergie solaire. Selon Greenpeace (1999), pour chaque investissement de 10.000 dollars réalisé par BP dans le secteur de l'exploration pétrolière, la compagnie dépensa 16 dollars en énergie solaire. En outre, les comptes de BP relatifs à l'énergie solaire ne représentent que 0,1% des revenus de la compagnie.

BP précisa que « Après le pétrole » signifie en fait « être le leader mondial de la production du combustible fossile le plus propre : le gaz naturel ». Le gaz naturel émet un peu moins de dioxyde de carbone pour produire la même quantité d'énergie. Mais lorsqu'on tient compte des émissions accidentelles ou des fuites, la différence n'est que minime, lorsqu'elle existe. Tout comme le signale un rapport spécial de CorpWatch, « pour le climat, le gaz naturel est une nette amélioration par rapport au pétrole, mais le problème est qu'il distrait du véritable enjeu qui consiste à éloigner nos sociétés des combustibles fossiles ».

Durant la Conférence mondiale des Nations Unies sur le Développement durable, qui se tint en 2002 à Johannesburg, en Afrique du Sud, une coalition de groupes écologistes distribua sa version des Oscars aux compagnies coupables de vouloir blanchir leur image (greenwash). BP reçut le prix du « meilleur acteur » pour une campagne destinée à changer son image, qui incluait l'adoption d'un rayon de soleil en forme de fleur comme logo ainsi que le nouveau slogan « Après le pétrole ». Selon un groupe d'activistes, BP dépensa plus d'argent pour son nouveau logo « écologique » que pour son programme d'énergie solaire. Le gérant de BP, Lord Browne, insista sur le fait que BP est une entreprise qui « sera dominée par le pétrole et le gaz durant les prochaines 30 ou 50 années ».

Greenpeace a lancé sa campagne « SOIGNONS BP ». « Activistes contre les nouvelles Explorations », un groupe d'activistes de BP-Amoco, demande que la compagnie n'investisse plus dans de nouvelles explorations sinon dans les énergies renouvelables comme la solaire ou l'éolienne. Des autochtones d'Alaska assistèrent à une réunion des activistes de BP-Amoco qui se tint à Londres en 1999 et y affrontèrent les cadres de la compagnie au sujet des impacts dévastateurs du réchauffement global sur l'environnement et sur leur mode de vie traditionnel. BP poursuit ses explorations pétrolières en Arctique, malgré le fait que

cette région se réchauffe à un rythme entre trois et cinq fois plus rapide que la moyenne, les impacts sur la faune et le taux alarmant de fonte de ses glaciers.

En plus d'augmenter la publicité, BP recrute des organisations non gouvernementales pour en faire ses alliées. Son objectif est de tisser des liens avec des ONGs reconnues, nationales et internationales, afin de se construire une fausse apparence de préoccupation environnementale et sociale dans les régions où elle agit. BP fait partie actuellement de l'Initiative pour l'Energie et la Biodiversité (EBI), qui fut lancée en 2001 et qui, selon la page web de Conservation International, tente d'intégrer la conservation de la biodiversité au développement du pétrole et du gaz.

L'EBI, convoquée par le Centre pour le Leadership environnemental, regroupe 4 des principales compagnies énergétiques et 5 organisations environnementalistes parmi les plus grandes au monde, afin qu'elles échangent leurs expériences et produisent suffisamment de matériel intellectuel pour pouvoir convoquer des audiences clés quant à leurs valeurs et influences. Les organisations suivantes contribuent à l'Initiative en apportant des représentants, des fonds ou d'autres ressources : Chevron Texaco, BP, Shell International, Statoil, The Smithsonian Institute, Conservation International, Faune et Flore International, The Nature Conservancy et l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature (IUCN en anglais). Il existe 4 groupes de travail, co-dirigés par les représentants des compagnies énergétiques et par les organisations de conservation. BP et Faune et Flore International co-dirigent le groupe de travail *Metrics*, qui se concentre sur les indicateurs permettant de mesurer l'impact positif ou négatif des projets d'exploitation de pétrole ou de gaz sur la biodiversité. Pendant ce temps, BP et Conservation International ont collaboré sur le projet *Tanggung*. La possible contribution de cette initiative à la protection de la biodiversité, si elle existe, est cependant questionnable. Néanmoins, il est clair que les compagnies pétrolières et d'exploitation du gaz ont nettement amélioré leur image grâce à cette collaboration avec des groupes internationaux de conservation. Cette initiative met en jeu des zones de grande biodiversité contenant du pétrole et du gaz.

e) QUANT AUX RECHERCHES SUR LES COMMUNAUTES

Une publication de BP met en évidence que 70% des investissements réalisés par l'entreprise dans les communautés sont concentrés en Amérique du Nord et en Europe. BP n'a pas seulement publié cela, mais a en plus déclaré qu'elle agit « dans des pays aux structures sociales fragiles possédant une expérience limitée de l'économie de marché ». A côté de cela, BP obtint des bénéfices de l'ordre, approximativement, de 14 milliards de dollars en 2002, mais ses investissements dans le secteur social ne furent que de 80 millions au total. BP déclara aussi que de plus en plus de gouvernements comme celui de Chine, du Royaume-Uni et de Trinidad recherchent l'aide de compagnies internationales comme BP pour régler leurs affaires internes. Cette situation est, en effet, favorable à BP mais est désastreuse pour les communautés et les gouvernements locaux des régions où

opère la compagnie. Malheureusement, certains pays devant faire face à une crise économique sont forcés à rechercher des investisseurs étrangers qui pensent, comme BP, qu'ils ont le pouvoir d'écraser les politiques nationales lorsqu'il s'agit de satisfaire des intérêts déterminés. Dans le passé, les intérêts de BP se sont substitués aux intérêts nationaux de pays comme les Etats-Unis et la Colombie, tandis que les intérêts et les droits des communautés étaient relégués à un second plan ou étaient niés. Il est connu que BP dépense des tonnes d'argent en lobby et pour garantir des politiques qui soient favorables à ses activités, comme dans le cas de la politique énergétique des Etats-Unis qui favorise l'exploitation pétrolière en Alaska.

Depuis juin 2003, BP Indonésie a réalisé des activités de développement communautaire dans 9 villages qui vont subir les impacts directs du projet Tangguh. Un des programmes actuels consiste à octroyer des bourses scolaires et des capitaux de soutien destinés à l'agriculture et à l'industrie de la pêche. Les villages qui reçurent cet argent sont Saengga, Tanah, Merah, Irarutu III, Weriagar, Mogutira et Taroy.

L'équipe de développement communautaire de BP a participé à quelques réunions avec les habitants de Irarutu III, à Babo, afin de discuter de la possibilité de leur octroyer un fonds annuel d'assistance d'une valeur 100 millions de roupies durant toute la période où BP travaillera dans la région. Actuellement, les préparatifs pour la gestion du fonds sont en cours, dont la création d'une équipe destinée à son administration. L'objectif du développement n'est pas encore connu. Cependant, il est clair que la véritable raison d'être de ce fonds sera de dévier les préoccupations des habitants. A Saengga, le fonds de développement est géré par le Comité de développement communautaire et a été utilisé pour installer des cabines téléphoniques, mais pas pour les entretenir, comme l'avais déjà fait auparavant le bureau de l'environnement marin.

En dehors de la propagande de BP sur le développement communautaire, l'entreprise a présenté son Evaluation de l'Impact environnemental (EIA) comme un travail exhaustif qui devrait servir d'exemple pour toutes les opérations d'exploitation de gaz naturel réalisées en Indonésie. BP y a fait participer depuis des leaders de communautés au gouvernement, en passant par des ONGs, des experts sociaux et en environnement, ainsi que des biologistes. Malgré cela, les communautés locales ne disposent pas encore d'une information correcte sur les impacts de Tangguh, en particulier en ce qui concerne les impacts négatifs. Des documents environnementaux clés ont été retenus pour éviter que les habitants n'y aient accès. Ceci est contraire aux règlements environnementaux locaux (Keputusan Kepala Papedal N° 8/2002) qui traitent de la participation des communautés locales à l'élaboration de l'EIA et de la diffusion de l'information par la compagnie.

La vente de GNL, qui est encore incertaine, aura des conséquences sur plusieurs activités prévues, dont le plan de relocalisation de la communauté de Tanah Merah. L'utilisation par BP de différentes méthodes visant à « améliorer les

processus de consultation de divers groupes » est vue comme une tentative de distraire l'attention de la communauté des conditions incertaines du marché. En effet, les communautés locales sont mal informées de choses aussi sérieuses que le manque de certitude existant quant au marché, ce qui les affecte autant à elles-mêmes qu'à leur avenir.

f) SUIVI DES ARCHIVES GLOBALES DE BP

De nombreuses projets de BP ont échoué, comme ce fut le cas en Irak, en Iran et au Nigeria, où la compagnie fut considérée comme un outil du gouvernement anglais. BP a essayé d'occulter ses liens avec le gouvernement du Royaume-Uni, qui sont si forts que ses rivaux l'appellent « Blair Petroleum ».

L'oléoduc Baku-Tbilisi-Ceylan de BP, d'une longueur de 1100 miles rejoignant la mer Caspienne à la Méditerranée, a provoqué l'indignation de plus de 60 organisations environnementalistes et de défense des droits de l'homme, qui prévinrent que le projet ferait resurgir des conflits régionaux, en plus de détruire des chemins, des maisons, des champs et les moyens de survie de milliers de personnes. Seule une minorité des affectés recevra une compensation.

En Colombie, selon un rapport envoyé par le gouvernement colombien et repris par une commission de haut niveau qui inclut le conseiller en Droits de l'Homme du Président, BP a participé, avec l'aide de soldats locaux, à des enlèvements, des cas de torture et des meurtres. Le document, qui ne fut pas publié, soutient que la compagnie pétrolière réunit l'information, dont des vidéos et des photos, sur les personnes qui protestèrent contre les activités pétrolières, et qu'elle la passa aux militaires colombiens qui les arrêtaient et les enlevèrent sous prétexte qu'elles étaient « subversives ».

Un rapport des services de renseignement liés au Sunday Times documenta comment BP corrompt et fournit systématiquement des armes destinées à saper le gouvernement d'Azerbaïdjan. Le coup d'Etat de 1993 provoqua la mort de 40 personnes, ainsi que l'utilisation de la violence et de la répression contre les citoyens Azéris. Un an plus tard, AMOCO et BP signèrent un accord pour 8 milliards de dollars qui leur donna le droit de forer dans le pays.

Malgré la propagande et le recrutement d'alliés, l'empire du gaz et de la pétrochimie de BP continue à croître aux dépens des droits de l'homme, des populations locales et de l'environnement.

Par JATAM, Mining Advocacy Network, octobre 2003

Source: BULLETIN DU RESEAU OILWATCH. - Numéro 42 .- November 2003